

## Présidentielles 2008 : l'Amérique va-t-elle changer ?

Compte-rendu de la Rencontre de l'Institut Thomas More France du 9 octobre 2008, Paris  
**Avec les interventions de Hubert VÉDRINE et Yannick MIREUR**



Le 9 octobre dernier, l'Institut Thomas More France accueillait Hubert VÉDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères, auteur de *Continuer l'histoire* (nouvelle édition, Fayard, 2008) et Yannick MIREUR, rédacteur en chef de la revue *Politique américaine*, auteur de *Après Bush, pourquoi l'Amérique ne changera pas* (Choiseul Éditions, 2008), dans le cadre d'une Rencontre intitulée « Crise financière, tensions internationales : les élections américaines à l'heure du doute ».

Le 4 novembre prochain, les Etats-Unis vont choisir un successeur à Georges Bush. Cette élection revêt un caractère mondial : non seulement parce qu'il s'agit de la première puissance mondiale – et de la première « hyper-puissance » de l'histoire humaine, selon le mot d'Hubert VÉDRINE ; non seulement parce qu'une administration qui a cristallisé sur elle l'incompréhension et souvent la détestation à travers le monde s'en va – mais Yannick MIREUR montre bien que certaines constantes déterminent la politique américaine, tant intérieure qu'extérieure, au-delà des changements d'hommes et de majorités ; mais un caractère mondial, parce que cette élection va se dérouler dans un contexte de crise financière et économique qui a trouvé sa source aux Etats-Unis et dont, manifestement, bien peu avaient anticipé l'ampleur et la profondeur.

Il convient donc d'explorer les grands enjeux de politique étrangère qui attendent le 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis qui prendra ses fonctions en janvier 2009, mais aussi les effets de la crise économique sur le déroulement de la campagne présidentielle elle-même. Enfin, de manière peut-être plus prospective, il y a lieu de s'interroger sur la manière dont cette crise affecte, non pas seulement l'économie, la croissance, les équilibres sociaux des Etats-Unis – ce qui n'est déjà pas rien et ce qui aura des conséquences sur le choix des électeurs américains le 4 novembre prochain – mais aussi sur la manière dont cette crise va affecter en profondeur ce que les spécialistes, dont Yannick MIREUR appellent le « projet américain » lui-même, affecte les représentations américaines elles-mêmes, la façon dont les Etats-Unis se regardent et regardent le monde, et peut-être sa puissance elle-même.

Le présent compte-rendu, le contenu, les titres et les intertitres, résultent du travail de retranscription réalisé par l'Institut Thomas More et n'engagent pas la responsabilité des intervenants.

# 1 Intervention de Hubert VÉDRINE



L'élection de 2008 me paraît être la plus suivie à travers le monde de toutes les élections présidentielles américaines de l'histoire. Même l'élection de George W. Bush contre Al Gore en 2000 n'avait pas suscité pareil intérêt, sauf la sorte d'excitation indignée provoquée, souvenez-vous en, par ce système de vote étrange qui fit que Bush fut élu alors qu'il avait moins de voix. La victoire de Clinton contre Bush père en 1992 fut une surprise pour le monde entier qui découvrit le personnage, mais sa réélection en 1996 fut une formalité.

On peut s'interroger sur les raisons de l'engouement actuel. D'abord, la prise de conscience du phénomène de l'hyper-puissance des Etats-Unis a pénétré le monde entier. C'est réellement le pays le plus puissant qui ait jamais existé ; ça ne se compare à rien. Et il est sans cesse observé par le reste du monde – ce qui n'était pas le cas de l'empire romain par exemple qui était indifférent à ce que faisait l'empire de Chine, et réciproquement. Dans un monde global et interconnecté, la plus grande puissance est un aimant, un poumon, un miroir. Pour autant, si l'Amérique reste la grande puissance incontestée, ça ne veut pas dire qu'elle soit invulnérable ou infaillible. En quelques années, on a effectivement constaté que l'Amérique pouvait être frappée par des attaques suicides et qu'elle pouvait se fourvoyer en Irak. La prise de conscience liée à l'idée que ce qui se passe aux Etats-Unis a des conséquences dans le monde entier est donc encore plus prégnante qu'avant.

Cela est rendu plus visible encore parce que l'administration Bush a mené une politique étrangère nettement différente de celle menée traditionnellement par les Etats-Unis, avec des variantes bien sûr, depuis 1945. Cette politique étrangère était plutôt sage, assez intelligente – avec quelques erreurs bien sûr comme celle du Vietnam, mais toutes les puissances qu'elles aient été colonisatrices ou qu'elles aient prétendu ne pas l'être, ont fait des erreurs de ce type. Donc, dans la gestion de la longue durée, notamment dans la gestion du rapport Est-Ouest de la Guerre Froide, la politique étrangère américaine a été assez raisonnable, avec un mélange d'idéalisme wilsonien contenu, de réalisme et de recours à la force – souvent moins systématique qu'on ne l'a cru et dit.

## La révolution américaine des années 1990

La période Bush a marqué une rupture idéologique et politique profonde dans l'histoire américaine. George W. Bush a beau être un président républicain, il n'a rien à voir avec le Parti républicain d'avant. Pourquoi ? Parce que s'il y a eu un changement profond dans les mentalités américaines, ce changement a eu lieu avant son élection. Et aussi avant le 11 septembre 2001, date certes tragique mais dont l'importance géopolitique a été selon moi exagérée, car elle a simplement démontré que dans un monde global, le terrorisme était lui aussi global...

Le vrai changement des Etats-Unis se produit au cours des années 1990, quand l'Union soviétique achève de s'effondrer. Il y a alors une vague d'optimisme qui traverse les démocraties libérales, une sorte de triomphalisme généralisé qui parcourt l'Occident, avec l'idée que l'Histoire est finie faute de combattants, et que justement c'est l'Occident qui en sort vainqueur. Notre conception des relations internationales, notre conception de l'économie de marché dérégulée (celle qui est en train de vaciller

aujourd'hui), notre conception de la démocratie et des droits de l'Homme, semblaient avec cette victoire avoir triomphée et devoir s'imposer partout.

Cela a donné lieu à de nouvelles théories, celle de la *Fin de l'Histoire* de Francis Fukuyama par exemple, et aux déclarations du premier président Bush sur « le nouvel ordre mondial' » – sous le leadership américain évidemment. Cette vision est restée raisonnable, et assez bien supportée par le monde, pendant les présidences Bush et Clinton – sauf avec quelques durcissements inaugurés par les élections de 1996 au Sénat et à la Chambre des représentants. En effet, on voit alors apparaître un nouveau Parti républicain très dur, très nationaliste – pas simplement patriote, mais nationaliste –, extrêmement manichéen, et qui focalise petit à petit une analyse souvent simpliste et manichéenne sur le monde arabo-islamique. Je dis souvent en plaisantant que c'est la preuve que le Manichéisme, qui est une très vieille religion persane du IIIe siècle de notre ère, n'a connu son plein développement qu'après une longue période de stagnation, à la fin du XXe siècle aux Etats-Unis...

De quoi est fait ce nouveau manichéisme ? C'est une vision du monde très antagoniste qui considère que les Etats-Unis n'ont pas à s'embarrasser de concertations avec qui que ce soit, car ils sont l'Amérique et qu'ils sont d'une nature différente des autres nations. C'est le sens qu'il faut donner à la formule de Madeleine Albright : « Nous sommes la Nation indispensable ». Je rappelle pour mémoire que Madeleine Albright ne faisait pas partie de l'équipe Bush, mais était le Secrétaire d'Etat de Bill Clinton. Elle n'en tirait certes pas des conclusions aussi bellicistes que l'équipe présidentielle suivante, mais c'est dire dans quel bain intellectuel les élites américaines se trouvaient dans ces années 1990.

Je le redis : cette vision du monde très unilatéraliste selon laquelle les Etats-Unis ont le droit d'agir seuls, et même le devoir d'agir seul, cette idée que le recours à la force est légitime quand c'est eux qui le font, tout cela est complètement en place dans les esprits avant l'élection de George W. Bush. Elle se caractérise par une politique étrangère, présentée bien avant le 11 septembre 2001, notamment focalisée sur les questions du Proche et Moyen-Orient. Et elle est aggravée par le fait que la nouvelle équipe américaine en place à partir de 2000 n'était pas seulement pro-israélienne, ce qui est la ligne traditionnelle américaine, mais purement et simplement alignée sur le Likoud. Position rendue célèbre pendant les années 1990 par Richard Pearl, l'un des principaux intellectuels néoconservateurs, qui se déclarait publiquement comme « le premier des likoudniks de Washington ».

Cela nous amène un instant en Israël, qui est un pays très démocratique, dans lequel le débat est ouvert et où depuis longtemps une majorité de l'opinion publique a accepté le principe d'un Etat palestinien. Pour autant, comme l'a candidement reconnu Ehoud Olmert tout récemment en quittant son poste de Premier ministre, une partie des forces politiques refuse catégoriquement cette idée et utilise n'importe quel prétexte depuis quarante ans pour ne jamais faire aucune concession aux Palestiniens, et empêche donc de manière absurde de trouver une issue au conflit. La politique étrangère américaine de ces derniers huit ans fut donc davantage un engagement actif dans une vision du monde propre à la droite dure israélienne, qu'une politique classique – et au passage parfaitement légitime – de soutien à la sécurité d'Israël. Cette politique dure utilisait tous les arguments possibles pour ne faire aucune concession territoriale. C'est en quelque sorte cette vision que les Américains ont repris à leur compte et transposé à l'Irak, à l'Iran, et à l'ensemble de la région... Car remarquez-le, c'est spécifiquement au Proche et au Moyen-Orient qu'ils ont eu une politique particulière et inédite. Dans les autres régions du monde, ils ont eu une politique de puissance plutôt classique.

Un changement de cap à attendre plus ou moins appuyé ?

Et c'est parce qu'ils ont mené cette politique et parce qu'ils se sont fourvoyés en Irak que le monde entier a réagi de manière si allergique à leur politique étrangère. A tel point qu'ils pâtissent aujourd'hui de la pire image qu'ils aient jamais eue, de la plus mauvaise cote d'amour à travers le

monde depuis qu'on la mesure – plus mauvaise qu'au temps de la guerre du Vietnam. C'est pourquoi cette élection de 2008 est un moment si crucial et si attendu sur toute la planète : on voit bien qu'une grande partie du monde, sauf peut-être trois ou quatre pays, attend avec soulagement le départ de George W. Bush.

Pour autant, je pense qu'il ne faut pas se tromper : le départ du président Bush ne veut pas dire que l'Amérique va changer de politique du tout au tout. Car enfin, même si c'est Barak Obama qui est élu, rappelons qu'il ne sera pas le président du monde mais bien celui des Etats-Unis ! A son sujet, un chef d'Etat africain m'a récemment dit que « par le simple fait qu'il soit candidat, il a déjà fait plus pour les Noirs dans le monde que Jesse Jackson ou même Martin Luther King ». Mais un autre m'a dit aussi « Obama est un Américain, il fera donc une politique américaine »...

Le moment est important en tout cas car on peut raisonnablement compter sur un changement de cap – plus ou moins appuyé, voilà l'enjeu – par rapport à la politique américaine de ces huit dernières années : soit la fin d'une politique étrangère trop simpliste, très agressive, et de fait très contestée aux Etats-Unis par la plupart des figures de l'establishment réaliste. Je signale par exemple l'appel lancée il y a un mois par des personnalités américaines qualifiant la politique américaine en Iran d'« idiote », ne servant qu'à renforcer Ahmadinejad. Cet appel, signé notamment par Carter, Kissinger ou Madeleine Albright, appelait à entamer des discussions avec l'Iran, et cela sans conditions.

## La perte du monopole occidental de la conduite des affaires du monde

Le contexte de la crise de confiance bancaire et financière, à l'origine de laquelle sont les Etats-Unis, amplifie également les espérances d'un changement de présidence. Cette crise est manifestement sévère. Les meilleurs experts sont incapables d'en prévoir l'issue mais je crois qu'on peut – qu'il faut – se préparer à un, deux ou trois ans de stagnation ou de récession.

Je ne sais pas très bien comment nos sociétés occidentales vont réagir à ce moment douloureux car elles ne sont plus préparées à cela. Depuis deux générations, elles sont habituées à vivre dans une consommation sans limites, de manière peut-être un peu moins caricaturale en Europe qu'aux Etats-Unis, mais tout de même : sauront-elles faire face, je ne dis pas à la pénurie, mais à certaines limitations imposées par la récession ? Politiquement, cela aura en tout cas des conséquences : on ne peut exclure que les gouvernements des principaux pays du monde soient balayés les uns après les autres dans les deux ou trois ans qui viennent, quoi qu'ils aient fait.

Ça ne peut donc qu'accélérer le processus déjà en cours de redistribution du pouvoir, de redistribution des cartes à l'échelle du monde. Je l'ai déjà dit et écrit bien des fois, mais ce qui se joue est le fait que les Occidentaux sont en train de perdre le monopole de la conduite des affaires du monde, qu'ils s'étaient habitués à avoir depuis cinq siècles – quatre siècles de domination européenne et un siècle de domination américaine. Je ne dis pas que les Occidentaux ne sont plus puissants, influents, riches. Ils le demeurent bien sûr, et le demeureront longtemps. Ils resteront par exemple encore longtemps plus riches que les autres mais il faut bien avoir en tête que 50% de la richesse mondiale est déjà produite en dehors de l'Occident. Il y a de moins en moins de raisons que les pays émergents attendent sagement la feuille de route occidentale. Ils ont leurs propres projets – et pour certains, leurs propres projets de revanche, au sens sportif au moins... en espérant que la revanche ne deviendra pas vengeance.

J'achèverai en disant le fond de ma pensée : à ce jour, les Européens m'apparaissent les moins prêts des Occidentaux à affronter ce nouvel état du monde, les réalités indiscutables des rapports de force qui font la vie internationale. J'explique depuis des années que le phénomène de rêve éveillé des Européens, ce rêve que nous nous faisons de vivre dans une communauté internationale pacifiée, gérée par le droit international et les droits de l'Homme, peut paraître une chose bien sympathique, mais qui est malheureusement parfaitement fausse... et désarmante d'ignorance sur la brutalité du

monde. Il est donc grand temps de faire une analyse sur la redistribution du pouvoir dans le monde et sur la place nouvelle des pays émergents. Ce peut être un moment historique pour l'Europe, le moment de s'organiser, de s'unir, de réfléchir sur des sorties de crise.

Quant aux Américains, il est impératif qu'ils ne réagissent pas à ces mouvements de fond par la panique, par le repli et la remilitarisation afin de se mettre en position, comme le disait Donald Rumsfeld, « de mener trois conflits simultanés ». Cela ne serait pas raisonnable. « On ne peut quand même pas bombarder le monde entier », remarquait justement Bill Clinton à son départ de la Maison Blanche... Je ne vois pas comment les Américains pourront échapper, si j'ose dire, au dialogue et à la conciliation.

## 2 Intervention de Yannick MIREUR



Je vais pour ma part me concentrer sur des aspects plus intérieurs de la politique américaine, en marquant notamment les constantes de ce que, après d'autres, j'ai appelé le « Projet américain ». Les deux dimensions de ce projet, qui le fonde aux yeux des Américains eux-mêmes, sont celles de l'Amérique terre de liberté (*Land of the free*) et de l'Amérique terre de réussite (*Land of opportunity*). Ces deux dimensions fondamentales sont aujourd'hui en cause dans la campagne présidentielle américaine, avec l'héritage bien embarrassant de la guerre en Irak et la survenue si brutale de la crise financière transformée en crise économique majeure.

### *Land of the free et Land of opportunity*

C'est parce que l'Amérique se conçoit depuis ses origines comme *the Land of the free*, la terre de la liberté par excellence, qu'elle en est arrivée à se voir, dans le courant des années 1990 comme l'a dit Hubert Védrine, comme une « terre d'exemple » pour le monde. Cette idée l'a poussée à considérer qu'elle devait œuvrer à l'extension de la démocratie à travers le monde, par la force s'il le fallait.

Cela a produit un phénomène, qu'on ne s'attendait sans doute pas à voir si franchement, d'absolue certitude, d'aveuglement, et même d'ignorance pendant les huit années de l'administration Bush. Cela s'est concrétisé dramatiquement par le dérapage – qui en est un y compris dans la tradition du Parti républicain – de l'invasion de l'Irak. Dérapage d'autant plus dommageable que le véritable enjeu stratégique est beaucoup plus, comme le rappelle justement le candidat Obama, au Pakistan et en Afghanistan. Je rappelle d'ailleurs que Barak Obama est appuyé dans cette analyse par un très grand nombre d'observateurs, y compris parmi ceux qui avaient défendu l'invasion en Irak, y compris parmi ceux qui considéraient en 2003 que la France, par sa position, était devenue l'ennemie des Etats-Unis.

Quant à l'Amérique conçue comme *the Land of opportunity*, c'est ce qu'on aime le plus en elle : c'est le goût, et la réelle possibilité, de la réussite, la liberté individuelle, la confiance faite à l'esprit d'entreprise et à la prise de risque, la création et l'innovation, de l'histoire de l'industrie automobile à la Silicon Valley... Or il est intéressant, avec le plan Paulson en réponse à la crise financière, de voir à l'œuvre le très grand pragmatisme qui vise toujours à sauver cette faculté de rebond qui est le trésor de l'Amérique. On a vu sous nos yeux une réadaptation immédiate et complète du credo américain, avec une intervention massive, pratique et sans complexe de l'Etat. Dès lors que la survie économique est en jeu, la réinvention se doit d'être rapide et pragmatique.

### Les conséquences internationales du pragmatisme intérieur

La question qu'on peut donc se poser est la suivante : comment cette capacité de réinvention et ce pragmatisme inhérents au *Land of opportunity* vont-ils avoir un impact sur le *Land of the free*, c'est-à-

dire sur cette vision si caractéristique de la liberté, et donc sur la politique étrangère américaine ? En d'autres mots, la gestion de la crise financière va-t-elle conduire à la fin de la fuite en avant néoconservatrice, et de ses conceptions en matière de relations internationales ?

Pour faire un parallèle, on peut soutenir que la crise financière est un choc aussi colossal que celui du 11 septembre 2001, mais sur l'aspect économique du « Projet américain », sur la survie du mode de vie américain. La crise implique la réinvention d'une intervention de l'Etat alors que la révolution conservatrice, depuis Reagan notamment, consistait à éloigner l'Etat de la vie économique. On parle aujourd'hui d'un rééquilibrage entre Etat et marché et même de régulation, ce qui est inédit.

Cela nous amène donc à nous interroger sur le sens du « Projet américain » à l'extérieur de ses frontières, la prise de conscience, puis la prise en compte, de la vulnérabilité des Etats-Unis dans leurs projets eux-mêmes. Le poids des Etats-Unis, Hubert Védrine l'a dit, est encore considérable mais de fait de plus en plus relatif dans l'économie mondiale, comme dans la conduite des affaires du monde. Les limites de la puissance américaine sont de plus en plus visibles : c'est déjà vrai au point de vue militaire, avec les affres en Irak, la question de l'avenir de l'OTAN, celle de la Russie, celle de l'Afghanistan, etc. C'est aujourd'hui leur puissance économique et financière qui est mise à mal. Il y a en tout cas un gros contraste avec « l'exubérance irrationnelle » des années 1990, selon l'expression d'Alan Greenspan, ancien président de la FED. Un contraste aussi avec le militarisme conquérant – y compris sous les démocrates – de cette décennie-là.

## L'Amérique, une « force de bien » dont le monde a besoin

L'exercice qui attend les Américains est donc un exercice de raison et d'analyse, exercice auquel se livre mieux, je le dis comme je le pense, Barak Obama que son adversaire. Cela dit, il est difficile aujourd'hui de faire la comparaison des deux candidats en leur collant les étiquettes correspondants au schéma traditionnel de leur parti. Car nombreux sont les paradoxes de cette campagne. Obama incarne à la fois le changement et la continuité, il a un certain charisme pour lui, il a un langage nouveau, il veut faire de la politique autrement, tout cela un peu nuageux mais trouvant un écho dans le pays. Il représente en quelque sorte un Bill Clinton noir. C'est aussi lui, point sur lequel on insiste peu en France, qui est le plus à l'aise avec la dimension religieuse du « Projet américain », face à un McCain plutôt mal à l'aise sur ce sujet. McCain fait figure de rebelle au sein du Parti républicain, en marge de la droite chrétienne, peu conventionnel. C'est la raison pour laquelle il a pris Sarah Palin comme colistière, pour tenter de lui ramener une aile conservatrice de l'électorat républicain qui ne se reconnaît pas dans ses positions. Le pari, à ce stade, ne semble pas fonctionner.

Je terminerais en disant que si je suis sévère pour ce qui a été fait par l'administration Bush, je reste très attaché à l'Amérique et à l'amitié euro-atlantique. Une Amérique très affaiblie ne ferait plaisir à personne et ne serait pas une bonne nouvelle pour le monde – et encore moins pour les Européens. Comme le dit John McCain, « l'Amérique est globalement une force de bien ». C'est également mon point de vue. La situation serait infiniment pire si demain elle s'effaçait.

## 3 Débat avec le public

### Questions-réponses

**Question 1** – Yannick MIREUR a parlé de la capacité de rebonds si propre aux Etats-Unis. Les Européens en sont-ils complètement dépourvus ? Et d'autre part, doit-on s'attendre à un retour en force de la régulation ?

**Yannick MIREUR** – L'Amérique change, elle est mobile, elle peut sans peine se munir de considérants idéologiques forts (comme sous l'administration Bush) et les abandonner sans états d'âme quand la situation l'exige. Sa capacité de rebonds est réelle, elle l'a montré, et même si ce rebond constitue une redistribution des cartes intégrale. Quant aux Européens, ils n'ont évidemment pas la même capacité, tout simplement parce qu'ils ne constituent pas un seul Etat. Leur réponse à la crise dépendra du leadership politique que sera capable de prendre ou pas Nicolas Sarkozy en tant que président en exercice de l'UE, et de leur capacité à dépasser leurs désaccords, à éviter la politique du chacun pour soi qui les paralyse si souvent – comme on le voit depuis longtemps au niveau militaire, sur la question d'une défense et d'une politique étrangère communes.

**Hubert VÉDRINE** – L'urgence de la situation provoquée par l'ampleur de la crise financière a justifié l'intervention immédiate des Américains, qui ont été capables d'abandonner en moins de temps qu'il ne faut pour le dire les principes qu'ils se sont imposés et qu'ils ont imposés au monde pendant trente ans, en laissant notamment les Européens assez désemparés... Ils rappellent aujourd'hui, comme l'a fait Roosevelt en son temps, qu'il faut sauver le capitalisme en le réglementant contre lui-même, tout en gardant la force créatrice de l'économie de marché. Cela donne des responsabilités extraordinaires et nouvelles à l'actuel secrétaire du Trésor et à ses collaborateurs, qui pourront actionner les leviers d'une puissance re-régulatrice s'ils le décident.

Ils sont donc passés brutalement d'un système à l'autre, ce qui n'implique pas pour autant des changements radicaux. Car, et je voudrais y insister, cette capacité de rebond n'implique pas une volonté de changement de mode de vie des Américains : c'est là que la thèse du livre de Yannick Mireur m'apparaît très pertinente. Vous aurez noté la complète absence des enjeux écologiques dans la campagne : aucun des deux candidats ne parle d'économies d'énergie, ils évoquent discrètement les possibilités de développement des énergies alternatives, mais rien sur la baisse de la consommation d'énergie en particulier.

De même peut-on affirmer que leur relation avec le reste du monde n'est pas en passe de changer radicalement. Bien sûr Barak Obama paraît plus sophistiqué, ayant une perception personnelle plus globale qui ne s'arrête pas aux frontières américaines, et c'est un atout. Il est sans conteste le candidat de cœur des Européens. Mais les Américains restent et demeurent des Occidentaux, comme les Européens – la différence étant fondamentalement notre rapport au recours à la force. Les Américains sont convaincus qu'ils ont pour mission de démocratiser le monde et de répandre les droits de l'homme. Je suis navré de le dire, mais ça ne marche pas. La réalité est que chaque société évolue à son propre rythme, beaucoup plus que par les interventions extérieures. Peu de voix aux Etats-Unis essaient de faire entendre ce message, à part quelques rares intellectuels. L'un d'eux, Henry Kissinger, écrivait il y a déjà dix ans que l'Amérique devrait prendre en compte un système multipolaire dans lequel il faudrait réapprendre la négociation. Nous en sommes là. Fareed Zakaria, le rédacteur en chef de *NewsWeek International*, traite lui aussi cette question dans son livre récent *The*



*post-american world*. Il anticipe la fin du monopole américain et propose que les Etats-Unis suivent l'exemple de la Prusse de Bismarck : c'est-à-dire une puissance incontournable au niveau géopolitique, le centre même des relations internationales, mais sans avoir besoin de dominer le monde militairement, en utilisant d'autres formes de pression que celle des armes.

Pour finir sur un axiome, je dirais que la capacité de rebonds des Etats-Unis doit être dissociée de leur capacité d'évolution.

**Question 2** – Les évolutions démographiques américaines en cours peuvent-elles avoir une influence sur les élections, puis sur l'évolution générale des mentalités aux Etats-Unis ?

**Yannick MIREUR** – L'enjeu démographique d'avenir pour les Etats-Unis n'est pas celui de l'immigration noire, mais celui de l'immigration hispanique, en particulier mexicaine. Ce changement démographique implique un changement culturel effectivement important. Pour autant, et encore une fois, le double visage de l'Amérique se retrouve dans son immigration : le rêve d'un immigré mexicain est de devenir un bon Américain. Il est en quelque sorte « plus royaliste que le roi », alors même qu'il porte en lui des valeurs et des références qui sont celles de la latinité et de la catholicité, en non celles du protestantisme fondateur des Etats-Unis. La preuve de l'intérêt que portent les hommes politiques à cette immigration est le soin qu'ils attachent à s'entourer d'Hispaniques : Georges Bush avait nommé deux Hispaniques à des postes importants, l'un Ministre de la justice et l'autre Secrétaire au Trésor, tandis que Barak Obama a failli choisir un Hispanique comme colistier.

Quant à la tendance électorale des Hispaniques, elle est massivement démocrate, et il semble qu'ils aient même surmonté, sachant les antagonismes qui existent entre les Noirs et les Hispaniques aux Etats-Unis, leur réticence envers le fait d'élire un Noir. A ce sujet, le Parti républicain aimerait bien renverser la tendance et gagner le vote des hispanophones. Il est d'ailleurs intéressant de relever que John McCain, comme l'avait fait auparavant Georges Bush lorsqu'il était encore gouverneur, a soutenu une proposition de loi visant la régularisation massive d'immigrés essentiellement mexicains, avant de devoir revenir sur sa position, mal accueillie par une majorité de l'opinion publique et des électeurs républicains.

**Question 3** – Comment voyez-vous l'évolution des relations entre les Etats-Unis et la Chine ?

**Hubert VÉDRINE** – Les deux candidats, Obama et McCain, estiment que le président Bush a été trop souple à l'égard de la Chine qui représente pour eux une menace sérieuse, et souhaitent un raffermissement de la position américaine face à la puissance chinoise. Mais je crois que ce sont surtout des prise de position électorales appelées à rassurer l'électeur inquiet des délocalisations et de la concurrence économique féroce que font les produits chinois aux produits américains dans nombre de secteurs. La réalité est que celui qui sera élu devra bien faire avec la Chine, qui peut certes être conçue comme une menace ou un concurrent, mais qui est immanquablement un partenaire stratégique à traiter avec doigté... puisqu'elle est le principal acheteur de bons du Trésor américains et un marché incontournable.

Au point de vue économique, il n'y a pas d'indicateurs aujourd'hui d'une baisse de régime de l'économie chinoise. Plus globalement, on ne peut pas pour l'instant estimer l'impact sur les pays émergents de la contraction de l'économie américaine et du *credit crunch* (resserrement du crédit) qu'on est en train de vivre. Mais on peut raisonnablement anticiper que leur croissance pâtira de la baisse des achats des matières premières. En tout cas, s'ils doivent souffrir, ils souffriront sans doute moins que les pays occidentaux car, je l'ai dit tout à l'heure, nos sociétés occidentales ne sont plus

capables de vivre avec un minimum d'économie. Sur le plan social et politique, ce sera sûrement plus facile pour les pays émergents de gérer une croissance réduite que pour nous de gérer une récession.

**Yannick MIREUR** – Pour schématiser, il y a aux Etats-Unis deux écoles de pensée qui ont une influence sur la question chinoise. Une première école analyse la réalité et la probabilité de la menace militaire chinoise, sachant que la stratégie américaine depuis 2002 est d'écarter tout rival militaire. Dès lors que le niveau de vie général de la Chine s'élève, il est logique d'anticiper la modernisation de l'appareil militaire de l'armée populaire. Derrière la décrépitude idéologique du communisme chinois s'éveille aussi une fierté nationale qui s'incarne dans la conquête spatiale et qui préoccupe particulièrement ces penseurs. L'autre école, plus sensible aux interdépendances économiques, estime que la Chine permet aux Etats-Unis de maintenir son mode de vie grâce à une consommation débridée de produits bon marché et à l'achat des bons du trésor. C'est cette approche qui s'efforce de faire entrer la Chine, de l'emballoter en quelque sorte, dans un système économique mondiale organisé par les Etats-Unis et les grandes institutions internationales depuis plus de 50 ans.

C'est en fonction des événements, de l'actualité, des luttes internes d'influence au sein de l'administration et des tendances qui s'imposeront à la Maison Blanche et au Pentagone que la position américaine sera plutôt coopérative, ou plutôt méfiante à l'égard de la Chine. Quoi qu'il en soit, l'inquiétude face au pouvoir de nuisance dont dispose la Chine du fait qu'elle détient la majorité des bons du Trésor américain est légitime et révélatrice de la limite de la puissance des Etats-Unis. A cela s'ajoute que, même si la relation sino-américaine est largement interdépendante, la Chine a fait preuve de son désir de s'affirmer et de s'émanciper en répondant par la négative à la demande américaine de revalorisation du yuan et en privilégiant sa stabilité sociale intérieure et la gestion de sa richesse nationale, donc, peut-on dire, en donnant la priorité à son intérêt national.

**Question 4** – Peut-on demander à Hubert Védrine son commentaire sur la situation de la construction européenne et les perspectives de la relation transatlantique ?

**Hubert VÉDRINE** – Pour un certain nombre de personnes, la désunion européenne et le blocage de la construction européenne s'expliqueraient uniquement par la crise du Traité constitutionnel ou encore par l'élargissement mal digéré. En réalité, les Européens ont des points de vue différents et sont très souvent divisés car ils sont... par nature divisés. Faut-il rappeler que ce sont des pays différents qui s'efforcent de s'unir ? Leurs positions sont, par principe dans la construction européenne, difficile à harmoniser. Georges Washington disait que la force des Américains était qu'« ils sont tous les mêmes » : de fait, en son temps en tout cas, ils avaient tous les mêmes origines, parlaient la même langue, avaient le même mode de vie (ceci est encore vrai) et le même ennemi – la monarchie britannique. Ce n'est tout simplement pas le cas des Européens. Acceptons-le une bonne fois pour toute.

Leur premier sujet de désaccord est majeur dans le cadre des relations internationales : c'est celui de leur rapport à la puissance. On sait que certains Européens y rêvent encore et que d'autres frissonnent en y pensant. Mais si les Européens ne peuvent pas être unis sur tout, ils peuvent chercher à élaborer des positions communes sur des points précis, au cas par cas, pour peser sur la scène internationale. Si la crise économique sévère qui se prépare pouvait avoir une vertu, ce serait de pousser les Européens à se rendre compte qu'il leur faut défendre des intérêts communs, et que cela est possible si l'on y va modestement. La prise de conscience de risques communs peut entraîner le rapprochement des positions des membres de l'Union européenne, conscients de la nécessité de défendre leurs valeurs communes. Pour illustrer ces propos par un exemple récent, il me semble que la crise géorgienne a été plutôt bien gérée par la présidence française de l'Union qui a réussi à

affirmer une position commune. Sans ce travail très politique, l'Union aurait été divisée en au moins trois opinions irréconciliables.

Les mois qui viennent pourraient offrir une opportunité intéressante pour les Européens. Les Etats-Unis vont être occupés par l'élection présidentielle, ce qui laisse six mois pendant lesquels les Européens peuvent tenter d'influencer les Etats-Unis et son prochain président. Ce serait le moment pour les Européens de prendre la parole de manière coordonnée, voire unifiée, et de dire comment ils envisagent la gestion de la crise financière, la régulation, la moralisation du système financier ; ce serait le moment de faire des propositions et surtout de négocier le partenariat de l'Union Européenne et son aide sur les fronts difficiles, comme l'Afghanistan, en l'échange d'une meilleure écoute américaine et d'un réel travail de partenariat.

L'Europe peut décider aujourd'hui de devenir le partenaire privilégié et respecté des Etats-Unis à la condition d'entamer fermement ce dialogue. Sinon elle ne pèsera pas dans le système. C'est un moment qui me paraît très opportun et très opérationnel pour tenter de replacer l'Union européenne au centre du jeu. Grâce à la grande capacité, soulignée plusieurs fois aujourd'hui, de régénération de l'Amérique conjuguée à l'apport original de l'Union européenne – la capacité de négociation, la capacité à faire la synthèse entre nos intérêts et ceux du reste du monde –, cette année pourrait devenir, non plus celle de la crise, mais celle du rebond euro-américain.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS

disponibles sur notre site Internet ou sur demande à [publications@institut-thomas-more.org](mailto:publications@institut-thomas-more.org)

### **Réforme du système financier international : propositions d'actions aux niveaux législatif, réglementaire et privé**

Paul GOLDSCHMIDT  
Article – Eng & Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Enjeux économiques**

### **L'Azerbaïdjan, pivot géopolitique du « Partenariat oriental » européen**

Jean-Sylvestre MONGRENIER  
Article – Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **Géopolitique européenne**

### **Inconsistencies in European Energy Policies**

Jean-Pierre SCHAEKEN WILLEMAERS  
Tribune 22 – Eng – Octobre 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Politiques européennes**

### **Bretton Woods II : pourquoi et comment**

Paul GOLDSCHMIDT  
Article – Eng & Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Enjeux économiques**

### **Une approche géopolitique de la sécurité euro-atlantique : réflexions et prolégomènes à une défense européenne**

Jean-Sylvestre MONGRENIER  
Article – Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **Géopolitique européenne**

### **Stade de France : des sifflets pour ne rien dire**

Jean-Thomas LESUEUR  
Article – Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Identités européennes** Série **Enjeux sociétaux**

### **Pourquoi le modèle de garantie bancaire retenu par le projet européen n'est pas optimal**

Paul GOLDSCHMIDT  
Article – Eng & Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Enjeux économiques**

### **Le Baromètre de la présidence française de l'Union européenne**

Disponible sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-pfue/barometre.html>  
Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Politiques européennes**

### **Projets stratégiques russes autour de la Géorgie : les objectifs de Moscou à la veille de la rencontre de Genève**

Laurent VINATIER  
Article – Fr – Octobre 2008  
Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### **Bruxelles**

Avenue Eugène Demolder, 112  
B-1030 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 647 32 34  
Fax : +32 (0)2 646 28 21

#### **Paris**

49, boulevard de Courcelles  
F-75 008 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)  
[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)